

**EXTRAIT du REGISTRE
DES ARRETES du MAIRE**

- - - -

Le Maire de la Commune de GAILLARD,

74240

- - -

OBJET

N° 2026R36

**Arrêté relatif aux
travaux de
maintenance de
l'éclairage public
sur les voies
publiques ouvertes
à la circulation
pour l'année 2026**

Vu le Code de la Route, notamment ses articles R 417-9, R 417-10, R 417-11,
Vu le Code Pénal et notamment ses articles R 610-3 et R 610-5,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, L2122-28, L2212-1 et L2213-2,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation routière,
Vu la réglementation de la circulation et des stationnements appliquée sur la commune et selon les différents arrêtés,
Considérant que les interventions de l'entreprise **SPIE CITY NETWORKS**, prestataire de la Ville de Gaillard en matière de maintenance de l'éclairage public communal présentent un caractère fréquent, répétitif et parfois urgent,
Considérant qu'il y a lieu d'édicter de nouvelles mesures de circulation sur les routes communales, départementales (en agglomération) en vue de modifier les conditions de circulations lors d'intervention fréquentes, répétitives et urgentes sur le domaine public routier,
Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et des agents de l'entreprise **SPIE CITY NETWORKS**, travaillant sur les routes communales, départementales (en agglomération) lors de ces interventions,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - Du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026, les chantiers pour les interventions de maintenance de l'éclairage public communal réalisés sur les routes communales, départementales (en agglomération) par l'entreprise **SPIE CITY NETWORKS**, seront autorisés selon les conditions ci-dessous énumérées.

ARTICLE 2 - Ces chantiers pourront concerner toutes interventions urgentes ou non, sans terrassement, relevant de la maintenance préventive ou curative de l'éclairage public communal.

ARTICLE 3 - Ces interventions devront obligatoirement :

- Etre de courte durée : inférieure à 1 heure sur un point précis du réseau d'éclairage.
- De respecter le créneau horaire 9h00-16h00 pour les routes départementales (en agglomération).
- En dehors de vacances scolaires, respecter les créneaux 9h00-11h00 et 14h30-16-00 aux abords des écoles du Salève, des Voirons, du Chatelet et des Bossonnets.
- Se dérouler sans mettre en place d'alternant à feu tricolore.
- Se dérouler sans déviation d'une ligne de transport public.
- Se dérouler en laissant accès aux propriétés riveraines.

ARTICLE 4 - Pour toutes les interventions programmables dans la Rue de Genève, une demande d'autorisation d'activité à proximité de la ligne de Tramway (DAA) devra être faite auprès des Transports Publics Genevois trois semaines avant le début des opérations hormis travaux d'urgence type ATU.

Pour les coupures de courant en urgence et perturbations à caractère prioritaire, les TPG pourront être contactés 24h/24h directement auprès de la centrale de régulation du trafic (RCT) au **+41(0)22.308.33.55**.

NB : Les services d'urgences, pompier, police, ambulance, ont un contact direct avec la centrale de régulation du trafic des TPG.

ARTICLE 5 : Suivant la nature des interventions, les restrictions de circulation ci-après pourront être appliquées :

- La largeur de la chaussée pourra être restreinte d'une voie
 - La vitesse pourra être limitée à 30 km/h
 - Une interdiction de dépasser pourra être mise en place
 - La circulation des véhicules pourra être mise en place
 - La circulation des piétons pourra être déviée ou interdite ponctuellement
 - Toutes les mesures nécessaires devront être prises afin d'assurer la sécurité des piétons et des automobilistes.
- Le chantier et ses emprises devront être nettoyés de façon soignée soit manuellement soit mécaniquement.

ARTICLE 6 – Tous les travaux ou interventions ne relevant pas de l'article 2 ou ne respectant pas les conditions restrictives de l'article 3, devront faire l'objet d'un arrêté municipal distinct du présent arrêté.

ARTICLE 7 - Un accès pour les véhicules de secours sera maintenu, à défaut le responsable du chantier informera le centre de secours, la Police Municipale et les services communaux pour palier une éventuelle intervention.

ARTICLE 8 - La signalisation du chantier sera conforme à la réglementation en vigueur. La fourniture et la mise en place des panneaux sont à la charge de l'entreprise **SPIE CITY NETWORKS**. Le bénéficiaire reste responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de signalisation réglementaire, d'approche, de position ou de fin de prescription.

ARTICLE 9 – Toute intervention se déroulant sur une route départementale hors agglomération devra faire l'objet d'un arrêté du président du conseil départemental de la Haute-Savoie.

ARTICLE 10 – Le non-respect d'une des clauses du présent arrêté entraînera la suspension immédiate du chantier.

ARTICLE 11 - Les infractions aux présentes dispositions seront constatées et poursuivies conformément à la loi.

ARTICLE 12 – Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble, 2 place de Verdun - 38000 GRENOBLE, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa transmission au contrôle de légalité et de sa publication.

ARTICLE 13 – La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté. Ampliation du présent arrêté sera adressée à l'entreprise et au Commissariat de police d'Annemasse.

FAIT à GAILLARD, le 5 février 2026
Le Maire,
Antoine BLOJIN



Arrêté devenu exécutoire
compte tenu :
- de sa mise en ligne le :
06/02/2026
- de sa notification le :